

Prosperité olympique

A l'issue des Jeux de Munich, nous avons reçu des quatre coins du monde un courrier considérable, où tous ceux qui s'intéressent à l'extraordinaire croissance des Jeux Olympiques apportaient leurs solutions à des maux qui, selon eux, s'appellent gigantisme, nationalisme, dopage ou incompréhension. Ce numéro de la *Revue olympique* est donc, pour sa plus grande part, consacré aux problèmes qui ont été évoqués autour des Jeux.

L'un des fréquents reproches à l'organisation de la fête quadriennale est son coût considérable. Y a-t-il un remède?

Le marquis d'Exeter, doyen du Comité international olympique, président de l'International Amateur Athletic Federation, qui, après avoir été champion olympique du 400 m haies en 1928, devint président du Comité organisateur des Jeux de la XIV^e Olympiade à Londres, nous fait part de l'expérience qui fut la sienne en 1948. Il explique la répartition et l'imputation des dépenses olympiques, dépenses qui dépassent bien souvent le cadre sportif. On a pu constater cette évolution depuis Rome, où, pour la première fois, les Jeux Olympiques ont servi la cause de la municipalité organisatrice, lui permettant de construire routes, habitations, infrastructures.

Le Comité organisateur de Munich avait fait son bilan dès avant les Jeux. Nous donnons les détails de ce budget et avons préparé un tableau des dépenses lors des Jeux Olympiques, depuis 1948, en individualisant les recettes et en rappelant, bien entendu, le nombre d'athlètes, d'officiels et de spectateurs.

Nous avons réuni, sous le titre « Libres opinions », trois articles qui nous ont paru refléter le sentiment général, conservant ainsi notre coutume de laisser les lecteurs exprimer leurs idées, même lorsque celles-

ci ne concordent pas avec les statuts du CIO ou sa politique.

Des menaces, certes, pèsent sur les Jeux. Celles qui relèvent du domaine médical, et en particulier du dopage des athlètes, viennent, à notre avis, au tout premier rang. C'est pourquoi nous publions les extraits d'une thèse sur les anabolisants et les répercussions de leur emploi sur l'organisme des sportifs.

Lorsque Denver renonça à organiser les XII^{es} Jeux d'hiver, à la suite du référendum qui s'était tenu dans l'Etat du Colorado, il fut répété à l'envi: « Les Jeux Olympiques ont dépassé les limites humaines... personne ne veut plus prendre en charge une telle organisation. »

Or le CIO fit, en janvier, un appel de candidatures et, en moins de deux semaines, reçut quatre propositions, toutes solides, de villes ou de régions désireuses de reprendre le flambeau de Denver.

L'élue, Innsbruck, se faisait forte d'organiser ces XII^{es} Jeux sans pratiquement bourse délier, puisqu'elle comptait utiliser toutes les installations de 1964.

Or que voyons-nous? Les autorités municipales et gouvernementales viennent d'annoncer qu'elles consacraient un budget important à la réalisation des Jeux d'hiver 1976. La somme de 544 millions de shillings a déjà été avancée. (Soit 91 millions de francs suisses.)

Quand M. Willi Daume, président du Comité organisateur des Jeux de Munich, rendit public le montant des droits de télévision qu'une compagnie américaine, voici quatre ans, allait verser pour retransmettre les Jeux, on cria au miracle. On avait alors, lisait-on, atteint un sommet.

Or S.E. M. Roger Rousseau, président du Comité organisateur des Jeux de Montréal, a négocié un contrat avec la même

firme, et ce contrat porte sur un chiffre pratiquement double.

Il faut croire que, selon l'adage, on ne prête qu'aux riches, et que loin pour le CIO et ses adeptes de se plaindre de la prospérité olympique, ils peuvent s'en réjouir et même s'en enorgueillir. Il n'en demeure pas moins que le contrôle qu'ils doivent exercer en tous domaines sera d'autant plus strict que les Jeux seront florissants. Car ceux-ci, nous en sommes persuadés, n'ont point atteint leur apogée, car les limites et les ressources humaines sont encore une inconnue.

Monique Berlioux.